



Travail de nuit ou du dimanche : C'est l'affaire de tous !

Des salariés « volontaires » en pleurs à la télévision, des consommateurs en colère s'exprimant devant les micros, des "syndicats" présentés comme des dinosaures coupés des salariés et des réalités de l'économie et de l'emploi : voilà, brièvement résumée, la position des médias les plus complaisants sur la question de l'ouverture des magasins le dimanche et la nuit.

Pourtant, depuis 30 ans que nous combattons l'extension du travail dans les commerces vers le dimanche et la nuit, nos raisons sont connues.

Le travail du dimanche et de nuit dans les commerces ne crée pas d'emplois : il déplace les dépenses du consommateur d'un lieu vers un autre, au bénéfice de celui qui dérègle le premier. Telle enseigne ouverte la nuit va piquer des clients à son concurrent qui ferme... et qui respecte la loi.

C'est ce qui s'est produit chez nos voisins allemands où la libéralisation des horaires est aujourd'hui remise en question, ou en Italie, où depuis la libéralisation des horaires du dimanche en janvier 2012, le patronat lui-même recense 32.000 fermetures d'entreprises et 90.000 emplois perdus.

Ce travail n'est pas le fait de volontaires, sauf à appeler « volontaires » des salariés payés entre 600 et 800 euros nets par mois et que l'on n'embauche qu'à la condition qu'ils acceptent les horaires imposés.

Surtout, le « volontariat » qui devrait permettre de signer un contrat en-dessous de la loi, présenté comme la panacée, c'est la concurrence ouverte entre les salariés et la fin du droit du travail : on imagine ce qui adviendrait si un salarié pouvait être volontaire pour travailler en dessous du Smic... Enfin, comme en Angleterre aujourd'hui, lorsque le travail du dimanche deviendra la norme dans le commerce, il ne sera plus majoré nulle part !

Enfin, faire croire aux gens qu'en tant que consommateurs, ils seraient gagnants, relève de l'escroquerie. Car l'on oublie l'essentiel : tout d'abord, que le coût des ouvertures supplémentaires se répercute dans les prix et la qualité de service.

Soit on augmente les prix pour maintenir le profit, soit on n'augmente pas le nombre de salariés et l'on a de plus en plus de mal à trouver des vendeurs dans les rayons...

On oublie surtout, de dire que si les magasins restent ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, c'est l'ensemble des professions qui seront contraintes de travailler aux mêmes heures ! Les crèches pourront-elles rester fermées ? Les banques ? Les transports ne devront-ils pas suivre ? Et les agents de sécurité ? Quel bénéfice y aura-t-il, alors, à pouvoir acheter le dimanche ou le soir, si nous sommes tous amenés à travailler le dimanche et le soir ?

Sans parler des implications sur l'ensemble des rythmes de notre société (vie familiale, sociale, sportive) ou de l'impact écologique d'une activité économique en continu, l'on voit bien que cette affaire n'est pas celle de quelques "dizaines de « volontaires » !

Si l'on veut le bien du consommateur et des salariés, eh bien commençons par augmenter leur pouvoir d'achat ! Si l'on veut celui des étudiants (dont le taux d'échec augmente pour dépasser aujourd'hui les 60%), il faut alors augmenter les aides pour leur permettre de réussir et non les envoyer derrière les caisses des supermarchés !

Tous ensemble, nous devons nous battre pour que cette bataille de parts de marché entre les grands groupes de distribution ne transforme pas la vie de tous, au bénéfice des intérêts de quelques-uns.